



Communiqué de presse

Le 09 avril 2010

Etats généraux de la sécurité à l'École : une marche manquée !

Depuis 20 ans, le problème de la violence à l'école a fait l'objet de multiples plans « anti-violence » de la part des gouvernements successifs : tous se sont heurtés à cet écueil et les solutions apportées n'ont toujours pas fait leur preuve.

La PEEP, forte de ses 220 000 familles adhérentes, était présente aux EGSE les 7 et 8 avril 2010 dans l'espoir de voir enfin proposées des solutions autres que celles qui sont connues et utilisées jusque là.

Or, le constat est amer pour les représentants de parents PEEP démocratiquement élus : notre rôle important de médiateurs a été à peine évoqué, et notre place dans les débats occultée ; de plus certains de nos propos n'ont volontairement pas été rapportés.

Si la PEEP peut valider certaines mesures qu'elle préconise depuis toujours (formation des enseignants, travail en équipe éducative...), elle reste malgré tout sceptique et sur sa faim quant à l'ensemble des mesures annoncées.

En effet, la PEEP constate que l'essentiel des facteurs générateurs de violence n'a pas été évoqué avec notamment l'absence de propositions sur :

- l'absentéisme et le temps de présence des enseignants dans les établissements,
- le calendrier scolaire annuel inadapté aux rythmes de nos enfants,
- l'orientation par défaut,
- le système d'évaluation discriminatoire,
- l'augmentation d'établissements d'accueil d'urgence pour les jeunes auteurs ou victimes de violence,
- la prise en charge des familles qui souffrent de ces violences,
- l'absentéisme scolaire et le décrochage des jeunes,
- les dégâts auprès des jeunes d'un discours qui prône la désobéissance et le désordre.

Les représentants de parents sont de réels vecteurs de communication : la PEEP regrette cette marche manquée.